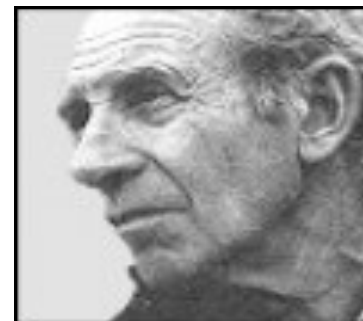


Si un certain nombre de personnes sont dans l'attente, fébrile, des résultats des prochaines élections, une autre frange de la population nationale vit, elle aussi, une certaine nervosité. Il s'agit pour elle d'une toute autre élection: celle d'un domicile. A l'heure où pour le SIAO du Doubs 161 personnes sont en attente pour entrer en structure, la demande ne baisse pas. JP BERGER

« Nous sommes tous égaux devant l'inégalité qui régit notre planète »



Jacques Sternberg

Journaliste et réalisateur
belge | Né le 17 Avril 1923

Hébergement / logement

Mise en œuvre du plan interministériel pour la prévention des expulsions locatives *par Gabriel Zignani*

Une circulaire du 22 mars concerne la mise en œuvre du plan interministériel pour la prévention des expulsions locatives.

Faisant le constat que le nombre de décisions de justice prononçant l'expulsion du locataire pour impayé de loyers a augmenté de 80 % depuis le début des années 2000, le gouvernement estime primordial d'inverser cette tendance et de recentrer la prévention en amont du jugement afin de limiter au maximum le recours à l'expulsion.

Cette prévention des expulsions locatives se fera notamment par la mise en œuvre d'un dispositif coordonné entre les acteurs en amont et en aval de la décision judiciaire.

L'objectif de cette circulaire est de rappeler le cadre d'action national et territorial de la politique de prévention des expulsions et les principes de sa mise en œuvre opérationnelle, pour impulser une diminution significative des expulsions.

Références

[Circulaire du 22 mars 2017, publiée le 23 mars.](#)

<http://www.gazette-sante-social.fr/37484/mise-en-oeuvre-du-plan-interministeriel-pour-la-prevention-des-expulsions-locatives>

Activité du SIAO/115

1230 appels en mars 2017 dont :

- 120 demandes orientées vers les abris de nuits du Doubs
- 16 orientations vers des hébergements d'urgence dont 6 suite à des violences.
- 409 appels réorientés vers l'Instance de Régulation
- 26 demandes orientées vers l'hôtel dont 10 suite à des violences



Selon un rapport de l'OMS, les inégalités sociales sont les plus fortes depuis 25 ans.

Dans ce numéro

- Hébergement/logement: Mise en œuvre du plan interministériel pour la prévention des expulsions locatives;
- Activités du SIAO
- Yémen
- Relogement des SDF: Expérience aux Etats-unis.

ACTUALITE INTERNATIONALE

Un conflit de plus en plus étendu

Le 25 mars 2015, une coalition internationale menée par l'Arabie saoudite lançait des frappes aériennes contre le groupe armé des Houthis au Yémen, déclenchant un conflit armé de grande ampleur.

Au cours des deux années qui ont suivi, le conflit s'est étendu et les combats ont touché la totalité du pays. Des atteintes aux droits humains et des crimes de guerre sont perpétrés dans tout le pays, causant des souffrances insupportables à la population civile.

En plus des frappes aériennes incessantes des forces de la coalition, les différents groupes rivaux s'affrontent au sol. D'un côté se trouvent les Houthis, un groupe armé dont les membres appartiennent à une branche de l'islam chiite connue sous le nom de zaïdisme. Les Houthis sont alliés aux partisans de l'ancien président du Yémen, Ali Abdullah Saleh. Face à eux, les forces anti-Houthis, alliées à l'actuel président, Abd Rabbu Mansour Hadi, et à la coalition menée par l'Arabie saoudite.

Les civils sont piégés entre les deux camps. Plus de 12 000 d'entre eux ont été tués ou blessés, et la crise humanitaire ne cesse de s'aggraver.

Depuis deux ans, une grande partie du monde ignore ce conflit et ne reçoit que peu d'informations sur ses conséquences dévastatrices

<https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2015/09/yemen-the-forgotten-war/>



PRESSE

SDF dans leur jardin

Une ville incite ses habitants à loger des SDF dans leur jardin.

Les propriétaires volontaires, habitant à Portland (côte ouest des États-Unis), recevront une micro-maison gratuite, à condition qu'ils y logent des sans-abri pendant cinq ans.

À Portland (État de l'Oregon, au nord-ouest des États-Unis), près de quatre mille personnes dorment dans les rues ou des centres d'accueil. Pour réduire le nombre de sans-abri, la municipalité de cette ville de 600.000 habitants propose à ses propriétaires, dans le cadre d'un projet baptisé «Une maison pour tous», de loger, pendant cinq ans, des SDF dans des micro-maisons qu'ils recevront gratuitement, raconte [Slate](#).

Chaque famille qui aura hébergé une personne pendant plus de cinq ans pourra ensuite garder, dans son jardin, la petite maison, qui coûte environ 75.000 dollars (69.615 euros), pour l'utiliser à des fins personnelles ou la louer. Les personnes accueillies seront sélectionnées au préalable et devront signer l'équivalent d'un contrat de location auprès des propriétaires volontaires. Elles recevront également une aide, déjà prévue par le comté de Multnomah où se trouve Portland, et devront payer 30% du loyer elles-mêmes. «Ce projet doit permettre de changer la vision négative que l'on peut avoir des personnes sans domicile», explique Mary Li, l'une des responsables du projet, à Associated Press. «Ne pas avoir de logement ne fait pas de vous une mauvaise personne, témoigne Becca Love, une propriétaire volontaire. Nous réfléchissons à une façon d'aider notre communauté parce que nous sommes privilégiés, mais nous ne savions pas comment faire».

Trois cents unités si le projet fonctionne

La première phase de ce projet doit permettre de remplacer les «villages de tentes» - dixit le nouveau maire de la ville Ted Wheeler - qui ont émergé dans les plusieurs quartiers de Portland ces dernières années. Elle sera lancée dès cet été. Quatre familles habiteront dans ces logements de 18,5 mètres carrés dont la construction est financée par des fonds publics et des donations privées. Si le programme de maisonnettes de jardin fonctionne cet été, trois cents unités pourraient ensuite être mises en service. Deux cents personnes se sont enregistrées sur le site Internet www.enhabit.org pour en savoir plus. «La priorité sera donnée aux propriétés qui sont proches des écoles, des commerces ou encore des garderies», peut-on lire sur le site.

Cette idée semble faire des émules. Dans un autre quartier, un projet similaire prévoit la construction de cabanes de 8,5 mètres carrés pour accueillir quatorze femmes sans-abri. «Ce projet est important parce que dans les centres d'hébergement, nous avons beaucoup trop de familles et d'enfants. Nous voulons les installer dans des logements stables aussi rapidement que possible», déclare Marc Jolin, le responsable du projet

